

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er décembre 1989.

Bruxelles, le 6 décembre 1989.

Ph. MAYSTADT

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 december 1989.

Brussel, 6 december 1989.

Ph. MAYSTADT

MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F 89 — 2359

8 NOVEMBRE 1989. — Arrêté royal portant fixation des conditions particulières d'autorisation de recrutements au-delà de l'enveloppe de recrutement 1989 au profit du service « Inspection sociale » du Ministère de la Prévoyance sociale

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics, notamment l'article 1^{er}, modifié par la loi-programme du 30 décembre 1988;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient d'accorder sans délai une autorisation de recrutement 1989 au service « Inspection sociale » du Ministère de la Prévoyance sociale étant donné que la sous-occupation actuelle du cadre organique empêche le service d'accomplir ses missions;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Au-delà de l'enveloppe de recrutement accordée conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 3 mars 1989 relatif au recrutement dans certains services publics pour l'année 1989 au Ministère de la Prévoyance sociale, il est octroyé au profit du service « Inspection sociale » de ce département une autorisation de recrutements pour les emplois suivants :

- 10 emplois d'inspecteur adjoint de deuxième classe du rôle linguistique néerlandais;
- 10 emplois d'inspecteur adjoint de deuxième classe du rôle linguistique français.

Art. 2. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 novembre 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. BUSQUIN

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 89 — 2359

8 NOVEMBER 1989. — Koninklijk besluit tot bepaling van de bijzondere voorwaarden van wervingsmachtiging boven de wervingsenvelop 1989 ten behoeve van de dienst « Sociale Inspectie » van het Ministerie van Sociale Voorzorg

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de programmawet van 30 december 1988;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is onverwijld een wervingsmachtiging boven de wervingsenvelop 1989 toe te kennen aan de dienst « Sociale Inspectie » van het Ministerie van Sociale Voorzorg aangezien de huidige onderbezetting van de organieke personeelsformatie meebrengt dat deze dienst zijn opdrachten niet meer kan vervullen;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Boven de wervingsenvelop, die overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 3 maart 1989 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten voor het jaar 1989 werd toegestaan aan het Ministerie van Sociale Voorzorg, wordt ten behoeve van de dienst « Sociale Inspectie » van dit departement een wervingsmachtiging verleend voor de volgende betrekkingen :

- 10 betrekkingen van adjunct-inspecteur tweede klasse van de Nederlandse taalrol;
- 10 betrekkingen van adjunct-inspecteur tweede klasse van de Franse taalrol.

Art. 2. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 november 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. BUSQUIN

F 89 — 2360

30 NOVEMBRE 1989. — Arrêté royal portant exécution de l'article 34quater, alinéa 5, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 34quater, alinéa 5, inséré par la loi-programme du 30 décembre 1988;

Vu l'avis émis le 12 juin 1989 par le Comité de gestion du service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

N. 89 — 2360

30 NOVEMBER 1989. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 34quater, vijfde lid, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 34quater, vijfde lid, dat is ingevoegd bij de programmawet van 30 december 1988;

Gelet op het advies dat op 12 juni 1989 is uitgebracht door het Beheerscomité van de dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le bénéfice du paiement direct de l'intervention de l'assurance maladie, ci-après dénommé tiers payant, pour les prestations de biologie clinique, visées aux articles 3, 18, § 2, B, e et 24 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, dispensées aux bénéficiaires non hospitalisés peut être retiré par les organismes assureurs aux laboratoires de biologie clinique visés à l'article 153, § 6 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, conformément aux conditions et règles fixées aux articles 2 à 4.

Art. 2. Après consultation de la Commission nationale médico-mutualiste lorsque le laboratoire concerné est composé uniquement de médecins ou de la Commission permanente chargée de négocier et de conclure la convention nationale entre les pharmaciens et les organismes assureurs lorsque le laboratoire est composé uniquement de pharmaciens ou des deux Commissions lorsque le laboratoire concerné est composé à la fois de médecins et de pharmaciens, les organismes assureurs peuvent prendre la mesure prévue à l'article 1^{er} sur base d'un rapport tel que visé à l'article 8 de l'arrêté royal n° 143 du 30 décembre 1982 fixant les conditions auxquelles les laboratoires doivent répondre en vue de l'intervention de l'assurance maladie pour les prestations de biologie clinique, constatant que les conditions fixées par ledit arrêté ou ses arrêtés d'exécution ne sont pas respectées. La consultation de la ou des commissions précitées se situe après l'avertissement visé à l'article 3, alinéa 1^{er} et en connaissance des observations éventuelles du laboratoire.

Le service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité est mis en possession de ce rapport, en même temps que le contrevenant, par les fonctionnaires visés à l'arrêté royal du 13 juillet 1984 portant désignation des fonctionnaires chargés de la surveillance des laboratoires de biologie clinique.

Le rapport précité est transmis aux organismes assureurs par l'intermédiaire du Service précité.

Art. 3. Les organismes assureurs avertissent le laboratoire concerné de leur intention de retirer le tiers payant, par lettre recommandée à la poste, dans les deux mois de la date de transmission du rapport de constat visé à l'article 2, par le Service des soins de santé précité; cette lettre fait référence audit rapport et rappelle les dispositions de l'arrêté royal n° 143 précité qui n'ont pas été respectées.

Le laboratoire dispose de quinze jours à dater de l'envoi de cette lettre pour faire connaître ses observations aux organismes assureurs à l'adresse indiquée par eux. Dans les deux mois suivant l'expiration de ce délai, si les organismes assureurs décident de retirer le tiers payant, ils notifient leur décision motivée au laboratoire, par lettre recommandée à la poste, en précisant la durée de la mesure.

Les avertissements et décisions sont pris et notifiés de manière collégiale par l'ensemble des organismes assureurs visés à l'article 2, d, de la loi du 9 août 1963 précitée; pour être valables, ils doivent avoir l'assentiment d'au moins les deux tiers de l'ensemble des organismes assureurs.

Le retrait du tiers payant devient effectif le trentième jour qui suit celui de l'envoi de la lettre recommandée notifiant la décision. Les prestations de biologie clinique, dispensées à partir de cette date, pendant la durée de la mesure, à un bénéficiaire non hospitalisé et identifiées comme émanant du laboratoire concerné ne seront plus remboursées dans le cadre du tiers payant par les organismes assureurs.

Art. 4. Le bénéfice du tiers payant peut être retiré pour six mois maximum. En cas de récurrence dans les deux ans suivant la fin de la période d'un retrait, le bénéfice du tiers payant peut être retiré définitivement si le retrait précédent portait sur une période de six mois.

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het genot van de rechtstreekse betaling van de tegemoetkoming van de ziekteverzekering, hierna derdebetalersregeling genoemd, voor de verstrekkingen inzake klinische biologie, bedoeld in artikel 3, 18, § 2, B, e en 24 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekten en invaliditeitsverzekering, verleend aan de niet in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden, kan door de verzekeringsinstellingen worden ingetrokken ten aanzien van de laboratoria inzake klinische biologie bedoeld in artikel 153, § 6, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekten en invaliditeitsverzekering, overeenkomstig de voorwaarden en regelen, vastgesteld in de artikelen 2 tot 4.

Art. 2. Na raadpleging van de Nationale Commissie geneesheren-ziekenfondsen, wanneer het betrokken laboratorium alleen maar uit geneesheren is samengesteld of van de Bestendige Commissie belast met het onderhandelen over en het sluiten van de nationale overeenkomst tussen de apothekers en de verzekeringsinstellingen wanneer het laboratorium alleen maar uit apothekers is samengesteld of van de beide Commissies wanneer het laboratorium zowel uit geneesheren en apothekers is samengesteld, kunnen de verzekeringsinstellingen de in artikel 1 bedoelde maatregel nemen op grond van een verslag als bedoeld in artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 143 van 30 december 1982 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de laboratoria moeten voldoen voor de tegemoetkoming van de ziekteverzekering voor verstrekkingen van klinische biologie, als ze vaststellen dat de voorwaarden die bij vorenbedoeld besluit of bij de uitvoeringsbesluiten ervan zijn vastgesteld, niet in acht worden genomen. De raadpleging van vorenbedoelde commissie of commissies geschiedt na de verwittiging die is bedoeld in artikel 3, eerste lid, en na kennisgeving van de eventuele opmerkingen van het laboratorium.

De Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, alsmede de overtreder, krijgen gelijktijdig dat verslag van de ambtenaren, bedoeld in het koninklijk besluit van 13 juli 1984 houdende de aanwijzing van de ambtenaren belast met het toezicht op de laboratoria voor klinische biologie.

Vorenvermeld verslag wordt aan de verzekeringsinstellingen bezorgd door toedoen van de vorengenoemde Dienst.

Art. 3. De verzekeringsinstellingen verwittigen binnen de twee maanden na de datum van toezending van het in artikel 2 beoogd verslag van bevinding door vorenbedoelde Dienst voor geneeskundige verzorging, het betrokken laboratorium met een ter post aangezekende brief ervan dat ze de bedoeling hebben de derdebetalersregeling in te trekken; in die brief wordt verwezen naar dat verslag en wordt herinnerd aan de bepalingen van vorengenoemd koninklijk besluit nr. 143 die niet zijn nageleefd.

Vanaf het verzenden van die brief heeft het laboratorium vijftien dagen tijd om zijn opmerkingen aan de verzekeringsinstellingen mee te delen op het door hen opgegeven adres. Binnen twee maanden na het verstrijken van die termijn geven de verzekeringsinstellingen, als ze ertoe beslissen de derdebetalersregeling in te trekken, het laboratorium met een ter post aangetekende brief kennis van hun gemotiveerde beslissing, met vermelding van de duur van de maatregel.

De verwittigingen en beslissingen worden door alle in artikel 2, d, van vorengenoemde wet van 9 augustus 1963 bedoelde verzekeringsinstellingen collegiaal genomen en meegedeeld; om geldig te zijn moeten ze worden goedgekeurd door ten minste twee derden van alle verzekeringsinstellingen samen.

De intrekking van de derdebetalersregeling wordt effectief de dertigste dag na die waarop de aangetekende brief met de kennisgeving van de beslissing is verzonden. De verstrekkingen inzake klinische biologie, verleend vanaf deze datum, gedurende de duur van de maatregel, aan een niet in een ziekenhuis opgenomen rechthebbende en geïdentificeerd als uitgaande van het betrokken laboratorium, worden niet meer vergoed in het raam van derdebetalersregeling door de verzekeringsinstellingen.

Art. 4. Het genot van de derdebetalersregeling kan worden ingetrokken voor ten hoogste zes maanden. In geval van recidief binnen twee jaar na het einde van een intrekkingperiode, kan de derdebetalersregeling definitief worden ingetrokken als de vorige intrekking liep over een periode van zes maanden.

Art. 5. Les organismes assureurs doivent tenir à la disposition des bénéficiaires, dans leurs sièges locaux, régionaux et nationaux, la liste des laboratoires de biologie clinique faisant l'objet d'une mesure de retrait du tiers payant avec mention de la période concernée par cette mesure. Les laboratoires concernés ne peuvent figurer sur cette liste que pendant la période de retrait du tiers payant.

Art. 6. Les décisions contestées doivent, à peine de déchéance, être soumises au tribunal du travail compétent dans le mois de leur notification.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 novembre 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

Art. 5. De verzekeringsinstellingen moeten in hun plaatselijke, gewestelijke en nationale kantoren de lijst met de laboratoria inzake klinische biologie waarvoor een maatregel tot intrekking van de derdebetalersregeling in genomen, ter beschikking houden van de rechthebbenden; op die lijst moet de periode voorkomen waarop die maatregel betrekking heeft. De betrokken laboratoria mogen op die lijst slechts gedurende de periode waarin de derdebetalersregeling is ingetrokken, vermeld staan.

Art. 6. Op straffe van verval moeten de betwiste beslissingen aan de bevoegde arbeidsrechtbank worden voorgelegd binnen één maand nadat daarvan kennis is gegeven.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 november 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. BUSQUIN

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F 89 — 2361

27 OCTOBRE 1989. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail des 14 juin, 6 septembre et 1er décembre 1988, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces de Brabant, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur, relative aux conditions de travail (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la convention collective de travail du 27 avril 1983, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces de Brabant, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur, concernant l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi, rendue obligatoire par arrêté royal du 8 août 1983;

Vu la convention collective de travail du 29 janvier 1985, conclue au sein de la même sous-commission paritaire, concernant la promotion de l'emploi, rendue obligatoire par arrêté royal du 28 juin 1985;

Vu les dispositions en matière d'emploi et de prépension contenues dans la convention collective de travail des 12 mars 1987 et 26 janvier 1988, rendue obligatoire par arrêté royal du 9 mai 1988;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces de Brabant, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Est rendue obligatoire la convention collective de travail des 14 juin, 6 septembre et 1er décembre 1988, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'indus-

(1) Références au *Moniteur belge*:

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.
Arrêté royal du 8 août 1983, *Moniteur belge* du 4 octobre 1983.

Arrêté royal du 28 juin 1985, *Moniteur belge* du 28 août 1985.

Arrêté royal du 9 mai 1988, *Moniteur belge* du 12 juillet 1988.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 89 — 2361

27 OKTOBER 1989. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 juni, 6 september en 1 december 1988, gesloten in het Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen, betreffende de arbeidsvoorwaarden (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 april 1983, gesloten in het Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen, betreffende de aanwending van de bijkomende loonmatiging voor de tewerkstelling, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 8 augustus 1983;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 januari 1985, gesloten in hetzelfde paritair subcomité, betreffende de bevordering van de werkgelegenheid, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 28 juni 1985;

Gelet op de bepalingen inzake tewerkstelling en brugpensioen begrepen in de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 maart 1987 en 26 januari 1988, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 9 mei 1988;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 14 juni, 6 september en 1 december 1988, gesloten in het Paritair Subcomité

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad*:

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.
Koninklijk besluit van 8 augustus 1983, *Belgisch Staatsblad* van 4 oktober 1983.

Koninklijk besluit van 28 juni 1985, *Belgisch Staatsblad* van 28 augustus 1985.

Koninklijk besluit van 9 mei 1988, *Belgisch Staatsblad* van 12 juli 1988.